

ROTHENEUF ENVIRONNEMENT

BP 20004

35404 Saint Malo



St Malo, le 6 mai 2025

A

Mme Anne RAMEAU, présidente

Mme Marie-Isabelle PERAIS, membre titulaire

M. Jean-Christophe BUAILLON, membre titulaire

Commission d'Enquête Publique relative au PLU de St Malo

Objet: Contribution de l'association Rothéneuf Environnement aux travaux de la Commission d'Enquête Publique relative au PLU de St-Malo

PJ : courriers des 7 février et 2 avril 2025 adressés au Maire de St Malo

Mesdames et monsieur les membres de la Commission d'Enquête,

Après avoir pris connaissance des avis respectifs, d'une part, des services de l'Etat, en date du 10 mars 2025 - avis qui ne semble pas être informé de l'arrêt, le 28 février 2025, du SCoT du Pays de St Malo -, et d'autre part, de la MRAe, le 10 avril 2025, – avis dont elle partage l'essentiel des observations -, l'association Rothéneuf Environnement, reconnue d'intérêt général, souhaite vous faire part en complément, des courriers, et de leurs annexes, qu'elle a adressés au Maire de St Malo, les 7 février et 2 avril 2025.

Dans son courrier du 7 février, l'association formule une première contribution au PLU arrêté le 9 décembre 2024 dans laquelle elle regrette l'intérêt tout relatif apporté au **bilan de la concertation** par le Conseil municipal et soulève plusieurs interrogations quant à la prise en compte de documents, tels que le SRADDET, le SCoT ou le PPRSM dans le projet de PLU révisé.

Dans celui du 2 avril 2025, elle informe le Maire de St Malo d'un arrêt récent (18 avril 2025) de la Cour Administrative d'Appel de Nantes, annulant le SCoT de Vannes-Golfe du Morbihan, le jugeant non conforme à la Loi Littoral au motif qu'il n'analyse pas suffisamment **la capacité d'accueil du territoire, tel que prévu à l'article L121-21 du Code de l'Urbanisme.**

Si le SCoT révisé du Pays de St Malo, dont il est important de savoir s'il devra être respecté dans son intégralité par le PLU de St Malo, lorsqu'il aura été définitivement adopté (l'enquête publique le concernant n'ayant lieu qu'après celle que vous menez actuellement sur le PLU) paraît avoir largement anticipé la décision de la CAA de Nantes en intégrant les modalités d'application de la Loi Littoral, en revanche, des questions importantes se posent quant à la compatibilité du PLU révisé de St Malo arrêté le 9 décembre 2024, établi au regard du SCoT en vigueur, et non au regard du nouveau SCoT arrêté, sans référence à l'article L121-21 du Code de l'Urbanisme.

Cet article précise que les PLU(i) des communes littorales doivent, pour déterminer leur capacité d'accueil, tenir compte des ressources (foncières, naturelles) et des vulnérabilités de leur territoire et non répondre à la seule définition des besoins. Le PLU doit tenir compte pour définir cette capacité d'accueil, de l'existence des risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine, à la projection du recul du trait de côte, aux problèmes d'assainissement eaux pluviales dont les risques d'inondations et de remontée de nappes.

Le Maire m'ayant invité, lors de notre entretien du 9 mars 2025, à vous saisir de ces éléments nouveaux, je tenais à vous en informer dès le début des travaux de votre Commission afin que vous puissiez les intégrer à votre analyse.

Je vous pris d'agréer, madame la Présidente, madame et monsieur les membres titulaires, mes respectueuses salutations.

Didier Gautier

Président de Rothéneuf Environnement

Didier Gautier

Président de Rothéneuf Environnement

